

Glossaire

Actifs en garantie: actifs demandés par le prêteur à l'emprunteur pour l'émission d'un prêt. Il s'agit généralement de biens (bien immobilier, véhicule, etc.) qui peuvent être saisis par le prêteur en cas de défaut de paiement.

Activité entrepreneuriale totale au stade précoce (TEA): mesure utilisée par le Global Entrepreneurship Monitor, équivalant à la somme de la proportion de la population impliquée dans une activité entrepreneuriale naissante et de la proportion de la population qui a créé une entreprise au cours des 42 derniers mois.

Capital social: valeur des réseaux sociaux, qu'il s'agisse de la famille, des amis ou des collègues, et des contacts professionnels et personnels qui permettent d'ouvrir de nouvelles portes. Dans l'entrepreneuriat, le capital social donne accès aux connaissances, aux réseaux de clients, aux fournisseurs et au soutien professionnel, et peut ainsi augmenter les chances de réussite d'une entreprise donnée.

Coaching: relation habituellement de courte durée destinée à développer les compétences d'un entrepreneur. Il s'agit d'un processus collaboratif, dans lequel les participants occupent des rôles clairement définis. Le coach est chargé de développer des objectifs à court terme et de guider son élève vers ces objectifs en formulant des commentaires constructifs. L'élève est chargé de produire des idées et des solutions, de prendre des mesures pour atteindre les objectifs et de faire part de ses progrès.

Compétences entrepreneuriales: combinaison de compétences techniques, de compétences en gestion des affaires et de compétences personnelles requises pour se lancer dans l'entrepreneuriat et le travail indépendant et pour poursuivre sur cette voie. Elles incluent notamment le travail d'équipe, la négociation, le développement stratégique, la planification financière et le marketing.

Conseil en entreprise: service d'aide au développement des entreprises proposant des conseils professionnels. Une approche courante consiste à proposer des services de conseil en entreprise dans le cadre de programmes d'aide intégrés et de conditionner l'octroi de l'aide financière à la demande de ce type de service.

Coûts des effets d'aubaine: mesure dans laquelle les participants auraient créé une nouvelle entreprise en l'absence de subvention. Le comportement de ces «participants d'aubaine» n'est pas influencé par le programme, mais leur participation ne contribue pas à la valeur économique générée par le programme et engendre une dépense publique. Le coût social de cette dépense correspond à la somme du coût de distorsion ou de la charge excédentaire de la taxe qui le finance.

Couveuses: les couveuses d'entreprises sont des structures destinées à soutenir la création et la croissance des sociétés entrepreneuriales, par un large éventail de ressources et de services d'appui aux entreprises, offerts à la fois au sein de la couveuse directement et par son réseau de contacts. Les couveuses varient au niveau du mode de mise en œuvre de leurs services, de leur structure organisationnelle et du type de bénéficiaires. S'il existe des couveuses virtuelles/en ligne, la plupart des programmes accueillent dans leurs locaux des entreprises qui vont être lancées ou qui viennent de l'être, pour une période de temps limitée. Le fait qu'une jeune

entreprise suivie avec succès un programme de couveuse d'entreprise accroît ses chances de survie et de croissance.

Effets de déplacement: mesure dans laquelle les entreprises subventionnées s'emparent de l'activité et des emplois des entreprises non subventionnées.

Entrepreneur: personne (propriétaire d'entreprise) qui cherche à générer de la valeur, par la création ou l'expansion d'une activité économique, en identifiant et en exploitant de nouveaux produits, processus ou marchés (voir le programme d'indicateurs de l'entrepreneuriat de l'OCDE). Il est possible de se comporter de manière entrepreneuriale dans le secteur public, dans une entreprise sociale ou en qualité de salarié d'une entreprise.

Entrepreneuriat à temps partiel: Entrepreneuriat mené à temps partiel. Il s'agit le plus souvent d'un travail indépendant à temps partiel: la personne consacre moins de 35 heures par semaine à une activité indépendante. Cette forme d'entrepreneuriat sert souvent à compléter d'autres activités telles qu'un emploi salarié, le travail ménager non rémunéré ou des activités d'apprentissage.

Entrepreneuriat en série: processus consistant à créer des entreprises et à les revendre lorsqu'elles sont encore jeunes plutôt que de les diriger pendant toute leur durée de vie.

Entrepreneuriat inclusif: entrepreneuriat qui contribue à l'inclusion sociale et qui donne à tout le monde les mêmes chances de démarrer et de diriger une entreprise. Les groupes cibles sont les groupes défavorisés et sous-représentés dans l'entrepreneuriat et le travail indépendant, dont les jeunes, les femmes, les seniors, les minorités ethniques et les immigrés, les personnes handicapées et de nombreux autres groupes.

Entrepreneuriat parallèle: situation dans laquelle un entrepreneur dirige plus d'une entreprise. Ces entreprises peuvent offrir des biens et des services complémentaires à la même clientèle, créant ainsi des synergies entre elles. Il peut également s'agir d'entreprises sans rapport entre elles, destinées à fournir un revenu plus stable à l'entrepreneur.

Entrepreneuriat social: entrepreneuriat dans lequel l'objectif principal est d'avoir un impact social plutôt que de rapporter des bénéfices aux propriétaires ou actionnaires. Les entreprises sociales délivrent des biens et des services au marché de manière entrepreneuriale et innovante et utilisent les bénéfices pour atteindre des objectifs sociaux avant tout. Elles sont gérées de manière ouverte et responsable et, plus particulièrement, impliquent les travailleurs, les consommateurs et les parties prenantes concernées par leurs activités commerciales.

Entrepreneurs handicapés: entrepreneurs atteints d'une invalidité. La grande majorité d'entre eux souffrent de handicaps «cachés», y compris de troubles de la santé mentale, de douleurs chroniques et de troubles musculosquelettiques. Une proportion très restreinte a des handicaps visibles, par exemple, les personnes se déplaçant en fauteuil roulant ou les déficients visuels. De nombreux pays ont maintenant recensé les barrières systémiques qui affectent les entrepreneurs handicapés au sein de l'entrepreneuriat, comme des attitudes négatives et l'exclusion de la société (consciemment ou non).

Entrepreneurs issus d'une minorité ethnique ou immigrés: les entrepreneurs issus d'une minorité ethnique sont nés dans leur pays de résidence, appartiennent à une minorité ethnique et conservent des liens forts avec leur culture ethnique. Les entrepreneurs immigrés ont migré dans un autre pays. S'ils peuvent appartenir au même groupe ethnique que la population majoritaire du pays, ils ne seront probablement pas aussi coutumiers de ses règles, de sa culture et de ses institutions.

Entrepreneurs seniors: ce terme désigne habituellement les entrepreneurs de plus de 50 ans, également connus sous le nom d'«entrepreneurs grisonnants», d'«entrepreneurs âgés», d'«entrepreneurs du troisième âge» et de «seniorpreneurs». On estime qu'ils joueront un rôle de plus en plus important dans l'activité économique, compte tenu du vieillissement de la population et du déclin de la population traditionnellement en âge de travailler.

Équilibre vie professionnelle-vie privée: concept impliquant d'établir les bonnes priorités entre le «travail» (carrière et ambition) et le mode de vie (santé, plaisir, loisirs, famille et développement spirituel).

Évaluation: l'évaluation a pour objectif de mesurer la pertinence, l'impact, l'efficacité et la rentabilité d'un programme ou d'une mesure. Les évaluations peuvent être qualitatives et/ou quantitatives. Les évaluations efficaces sont planifiées dès la conception de la mesure, et des indicateurs sont collectés tout au long de sa mise en œuvre pour alimenter l'évaluation. L'évaluation doit être conçue et mise en œuvre de manière à fournir des informations utiles aux décideurs, selon les circonstances politiques, les contraintes du programme et les ressources disponibles. Ses résultats doivent être utilisés pour améliorer la conception des mesures.

Exclusion financière: situation d'accès inexistant ou limité aux services financiers. Par exemple, les personnes n'ayant pas de compte en banque peuvent rencontrer des difficultés pour obtenir un prêt pour la création de leur entreprise, et un prêt revient beaucoup plus cher aux personnes ne disposant pas de garanties réelles. L'exclusion financière accroît les risques de pauvreté.

Financement islamique: activités de financement conformes à la charia (loi islamique), qui interdit aux prêteurs d'appliquer des taux d'intérêt aux emprunteurs. Le prêt n'est pas exclu, mais les prêteurs doivent être traités comme des parties prenantes. Jusqu'ici, ce type de financement a plus souvent été utilisé par de grands fonds d'investissement qu'en soutien aux entrepreneurs.

Garantie de prêt: engagement d'un tiers à couvrir une partie des pertes liées à un défaut de paiement. Elle peut être apportée par un gouvernement et/ou par une association professionnelle privée. Elle est assortie d'un fonds servant de garantie.

Groupes défavorisés: groupes rencontrant des obstacles supplémentaires pour participer pleinement au marché du travail et à la société. Leur position défavorable est souvent due à des caractéristiques individuelles telles qu'une expérience limitée du monde du travail, un faible niveau d'instruction ou un capital social limité, mais peut également être liée à des caractéristiques partagées au sein d'un groupe. Par conséquent, les groupes défavorisés rencontrent des discriminations intentionnelles ou non.

Groupes sous-représentés: groupes de la société moins représentés dans l'économie d'entreprise que leur proportion dans la population globale, par exemple les femmes et les personnes handicapées.

Inclusion sociale: action positive prise pour inclure tous les secteurs de la société dans une activité économique et sociale. Notamment en veillant à ce que les groupes marginalisés ou en situation de pauvreté participent davantage aux décisions les concernant, leur permettant ainsi d'améliorer leur niveau de vie et leur bien-être global.

Indicateurs de l'exploitation d'entreprise: ensemble de mesures quantitatives indiquant le nombre de personnes qui ont établi des entreprises commerciales en activité. Il peut s'agir du nombre d'entreprises, du chiffre d'affaires, des niveaux d'exportation, des travailleurs, etc. Les décideurs politiques peuvent utiliser ces indicateurs pour mesurer le nombre d'entrepreneurs et d'entreprises dans une économie donnée.

Indicateurs de la création d'entreprise: ensemble de mesures quantitatives indiquant le nombre de personnes envisageant de créer une entreprise qui créent effectivement une entreprise inscrite au registre de commerce. En d'autres termes, ces indicateurs ont trait à la création d'entreprise, à savoir le moment où l'idée entrepreneuriale devient réalité et où l'entreprise apporte une contribution économique. Les décideurs politiques peuvent utiliser ces indicateurs pour mesurer en partie la force de la culture entrepreneuriale.

Indicateurs de précréation d'entreprise: ces mesures cernent l'attitude de la société vis-à-vis de l'entrepreneuriat et le niveau d'intérêt affiché par les gens pour créer une entreprise.

Jeunes entrepreneurs: entrepreneurs en fin d'adolescence ou dans la vingtaine. La fourchette d'âge exacte dépend du contexte. Le Global Entrepreneurship Monitor définit par exemple les jeunes entrepreneurs comme les 18-30 ans, tandis que pour l'Eurobaromètre Flash, il s'agit des 15-24 ans.

Mentorat: le mentorat est une relation professionnelle dans laquelle une personne expérimentée (le mentor) aide une autre (l'élève) à développer des compétences et des connaissances qui renforceront son développement professionnel et personnel. Ces relations sont habituellement de plus longue durée que le coaching.

Mesures actives du marché du travail: mesures visant à aider les chômeurs et d'autres personnes à participer au marché du travail. Elles incluent habituellement le courtage (mise en correspondance des vacances d'emploi et des demandeurs d'emploi), la formation (pour améliorer et adapter les compétences des demandeurs d'emploi) et la création d'emplois directs (soit par l'emploi dans le secteur public, soit par la subvention du travail dans le secteur privé).

Microcrédit: prêts de faible montant à des emprunteurs qui ont des difficultés à obtenir des crédits auprès d'établissements bancaires traditionnels. Les taux d'intérêt, supérieurs à ceux des banques traditionnelles, reflètent le profil à risque de l'emprunteur. Dans l'Union européenne, le plafond du microcrédit est fixé à 25 000 euros.

Modèle: entrepreneur expérimenté qui peut donner à d'autres l'envie de se lancer dans la création d'entreprises ou le travail indépendant.

Orientation: informations mises à la disposition d'entrepreneurs potentiels et en activité afin de les orienter vers des sources d'information et d'assistance professionnelles.

Participation au marché du travail: mesure de la partie active de la force de travail d'une économie. Le taux de participation au marché du travail désigne la proportion de personnes qui sont soit employées, soit en recherche active de travail. Les personnes qui ne cherchent plus activement un travail ne sont pas reprises dans le taux de participation. La situation d'une personne influencera la probabilité qu'elle travaille ou qu'elle cherche du travail. Par exemple, les étudiants et les retraités ne recherchent pas souvent de travail et sont donc exclus des taux d'activité et de chômage publiés. Durant une récession économique, le taux de participation diminue habituellement: le manque de possibilités d'emplois salariés décourage de nombreux travailleurs potentiels, qui arrêtent alors de chercher du travail.

Responsabilité sociale des entreprises (RSE): la responsabilité sociale des entreprises (RSE) fait référence aux efforts mis en œuvre par certaines entreprises pour prendre leurs responsabilités à l'égard de leur impact sur la société. Comme le montrent les études, la RSE est un élément de plus en plus important dans la compétitivité des entreprises. Elle présente des avantages en termes de gestion des risques, d'économies, d'accès aux capitaux, de relation clientèle, de gestion des ressources humaines et de capacités d'innovation.

Services d'aide au développement des entreprises: services destinés à améliorer les performances de l'entreprise en améliorant sa capacité à faire face à la concurrence et à accéder aux marchés. Les services d'appui incluent généralement la formation, le mentorat, l'accompagnement individualisé, la consultance, l'assistance marketing, l'information, l'assistance pour le développement et le transfert de technologies et le réseautage. Tant les aspects stratégiques (questions à moyen et à long terme qui améliorent la performance) qu'opérationnels (gestion journalière) sont inclus.

Services de proximité: tentative systématique de fournir des services au-delà des limites traditionnelles pour atteindre des groupes particuliers d'une communauté. Les services de proximité peuvent servir à informer les gens de l'existence de services (plus traditionnels), ainsi qu'à toucher et mobiliser des groupes spécifiques et ceux qui n'ont pas l'habitude de recourir aux services traditionnels. Une approche possible consiste à fournir les services dans des lieux que les membres des communautés ciblées fréquentent déjà (centres communautaires, maisons de

jeunes, lieux de culte, centres commerciaux, etc.) plutôt qu'à installer un bureau d'information et essayer d'y attirer les gens.

Taux d'entrepreneuriat naissant: proportion des membres de la population qui sont activement impliqués dans la création d'une entreprise dont ils seront propriétaires en tout ou en partie. Cette activité n'a pas rapporté de traitement, de salaire ou toute autre rémunération aux propriétaires depuis plus de trois mois. C'est l'une des mesures développées par le Global Entrepreneurship Monitor pour quantifier les activités entrepreneuriales au sein d'une économie.

Taux de détention d'entreprises établies: mesure de la proportion des membres de la population adulte qui sont actuellement dirigeants-propriétaires d'une entreprise établie qui verse des traitements, des salaires ou toute autre rémunération aux propriétaires depuis plus de 42 mois. Cette mesure a été développée par le Global Entrepreneurship Monitor et contribue à donner des informations sur le niveau d'activités entrepreneuriales au sein d'une économie.

Taux de détention de nouvelles entreprises: proportion des membres de la population qui sont actuellement dirigeants-propriétaires d'une nouvelle entreprise qui verse des traitements, des salaires ou toute autre rémunération aux propriétaires depuis plus de trois mois mais moins de 42 mois. C'est l'une des mesures développées par le Global Entrepreneurship Monitor pour quantifier les activités entrepreneuriales au sein d'une économie.

Travail indépendant: statut professionnel dans le cadre duquel les personnes travaillent à leur propre compte dans leur propre entreprise et perçoivent un retour économique en échange de leur travail, sous la forme de traitements, de bénéfices, d'avantages en nature ou de gain familial (pour les travailleurs familiaux). Les travailleurs indépendants peuvent travailler seuls ou employer d'autres personnes. Ils dirigent souvent leur entreprise en qualité d'entreprise à propriétaire unique, de contractant indépendant, de membre d'un partenariat ou d'entreprise non constituée en société.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

LA COMMISSION EUROPÉENNE

La direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne mène des initiatives politiques, législatives et financières en vue de stimuler la création d'emplois de meilleure qualité, lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, promouvoir la justice et la protection sociales, favoriser la libre circulation des travailleurs, garantir la mobilité de la main-d'œuvre, faire la promotion des droits des travailleurs, encourager la solidarité entre les générations et contribuer au meilleur fonctionnement des marchés du travail, au plein emploi, au progrès social ainsi qu'à une économie sociale de marché hautement compétitive au sein de l'Union européenne dans le contexte de la stratégie Europe 2020.

Pallier la pénurie d'entrepreneurs 2015

POLITIQUES EN FAVEUR DU TRAVAIL INDÉPENDANT ET DE L'ENTREPRENEURIAT

Pallier la pénurie d'entrepreneurs 2015 est la troisième publication de la série de rapports annuels qui fournissent des données et une analyse des politiques sur l'entrepreneuriat inclusif. L'entrepreneuriat inclusif comprend le marché des start-ups et le travail indépendant qui contribuent à l'inclusion sociale et aussi à la croissance économique, ainsi que les activités d'entrepreneuriat par les groupes sociaux tels que les jeunes, les femmes, les seniors, les immigrés et les chômeurs. Le rapport contient des données sur l'ampleur et la portée des activités d'entrepreneuriat et du travail indépendant dans les pays de l'Union européenne par les groupes sociaux ciblés, ainsi que les obstacles auxquels ils sont confrontés. Chaque chapitre thématique traite des problèmes et des défis politiques actuels, et fournit des recommandations pour les responsables politiques de l'Union européenne. Le rapport fournit également des exemples inspirants sur les pratiques de bonnes politiques de chacun des 28 membres de l'Union européenne.

Table des matières

Résumé

Guide de lecture

Chapitre 1. La politique d'entrepreneuriat inclusif de l'Union européenne

Partie I: L'entrepreneuriat inclusif en Europe – Taux d'activité et obstacles

Chapitre 2. Le travail indépendant et l'entrepreneuriat chez les femmes

Chapitre 3. Le travail indépendant et l'entrepreneuriat chez les jeunes

Chapitre 4. Le travail indépendant et l'entrepreneuriat chez les seniors

Chapitre 5. Le travail indépendant et l'entrepreneuriat chez les chômeurs

Chapitre 6. Le travail indépendant et l'entrepreneuriat chez les personnes nées à l'étranger

Partie II: Les politiques d'entrepreneuriat inclusif

Chapitre 7. Soutenir la croissance des entrepreneurs appartenant à des groupes sous-représentés et défavorisés

Chapitre 8. Mécanismes de coaching et de mentorat efficaces pour les entrepreneurs appartenant à des groupes sous-représentés et défavorisés

Partie III: Profils des pays: exemples de politiques et données clés sur l'entrepreneuriat inclusif

Veillez consulter cet ouvrage en ligne: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264249936-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation. Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

OECD publishing
www.oecd.org/publishing



Office des publications



ISBN 978-92-64-24991-2
84 2015 01 2 P



9 789264 249912



Extrait de :

The Missing Entrepreneurs 2015

Policies for Self-employment and Entrepreneurship

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264226418-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2016), « Glossaire », dans *The Missing Entrepreneurs 2015 : Policies for Self-employment and Entrepreneurship*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264249936-40-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.